

# ASSURER LA DURABILITE

La dix-neuvième édition du Congrès Mondial de l'Énergie (CME) s'est concentrée sur l'avenir énergétique de la planète en identifiant des solutions techniquement réalisables, économiquement faisables et acceptables du point de vue social et environnemental.

Trois ans après celui de Buenos Aires, le Congrès de Sydney a réuni plusieurs milliers de délégués du 5 au 9 septembre. Il s'est déroulé, dans la continuité du Sommet de Johannesburg sur le développement durable, autour d'un objectif principal: attirer l'attention des parties prenantes (gouvernements, opinions publiques, communauté scientifique, industriels) sur ce qui est désormais une préoccupation mondiale majeure: la durabilité en matière d'énergie. Il faut donc répondre à des exigences inscrites dans le long terme. L'énergie doit être disponible et accessible à tous, particuliè-

rement dans les zones du monde où elle est dramatiquement insuffisante. Ce qui suppose la permanence d'approvisionnement et des infrastructures de réseau fiables et bien réparties. Le tout devant être acceptable au plan environnemental.

### Les défis d'une énergie durable

Pour les industriels comme pour les gouvernements, l'objectif de durabilité de l'énergie est d'ores et déjà réalisable, mais les défis sont nombreux et doivent être pris à bras le corps au plus vite. Ces défis, quels sont-ils et quelles en sont les conséquences? L'augmentation des coûts de

l'énergie est une tendance appelée à durer qui va requérir plus d'efficacité et d'investissements. Mais cela ne facilitera pas l'accès à une énergie moderne au tiers de la population mondiale qui en est toujours privé, ce qui n'est pas acceptable. Les contraintes d'approvisionnement dans les pays industrialisés ont mis en évidence la vulnérabilité de leurs économies et la nécessité d'investir dans les infrastructures (réseaux entre autres). Qu'on se souvienne des gigantesques pannes de 2003 en Amérique du Nord et en Europe et des dommages économiques importants qu'elles ont générés. Ces dysfonctionnements graves pointent également le besoin impérieux de coopérations « régionales », par exemple entre l'Europe et la Russie pour le gaz, mais aussi entre l'Europe et l'Afrique, pour assurer à ce continent les conditions de son développement. S'ajoute enfin le problème crucial de la maîtrise du changement climatique, afin de maintenir un environnement vivable. Les besoins de financement sont d'une ampleur telle, que la seule libéralisation des marchés ne les résoudra pas mécaniquement. C'est pourquoi les instances mondiales, comme le CME, prônent plus que jamais un renforcement de la coopération internationale assortie d'une régulation adaptée et, condition indispensable, d'une réelle volonté politique de la part des gouvernements. ■

## UNE FEUILLE DE ROUTE EN DIX POINTS

À L'ISSUE DE LEURS TRAVAUX, LES DÉLÉGUÉS PRÉSENTS AU CONGRÈS MONDIAL DE SYDNEY ONT DÉFINI DIX AXES DE RÉFLEXION QUI CONSTITUERONT LA FEUILLE DE ROUTE DU CONSEIL MONDIAL DE L'ÉNERGIE D'ICI LE PROCHAIN CONGRÈS, À ROME, EN 2007.

**1. MAINTENIR OUVERTES TOUTES LES OPTIONS ÉNERGÉTIQUES**, qu'elles soient conventionnelles (charbon, pétrole, gaz, nucléaire) ou renouvelables, sachant que leur diversité constitue le socle du système énergétique mondial et que leur mix varie selon les contextes locaux.

**2. AFFECTER À L'ÉNERGIE UNE PART PLUS IMPORTANTE DES INVESTISSEMENTS D'INFRASTRUCTURES**. Mais attention! Une énergie qui ne serait pas rentable à moyen ou long terme ne peut être qualifiée de durable. Transparence et stabilité des prix sont impératives pour assurer l'attractivité auprès des investisseurs.

**3. RÉFORMER LES MARCHÉS DE MANIÈRE PLUS PRAGMATIQUE**. Si les interventions du type subventions ou taxes sont parfois nécessaires pour tenir les objectifs d'accessibilité, de sécurité ou d'approvisionnement, elles ne doivent influencer sur les prix que de manière limitée.

**4. FAIRE DE LA FIABILITÉ DE L'APPROVISIONNEMENT EN ÉLECTRICITÉ UNE PRIORITÉ**, tant dans les pays industrialisés qui exigent une disponibilité à 100 %, que dans les pays en développement qui subissent de coûteuses ruptures.

**5. FAVORISER L'INTÉGRATION DES SYSTÈMES ÉNERGÉTIQUES RÉGIONAUX** pour consolider la sécurité d'accès et d'approvisionnement.

**6. CONSIDÉRER LE CHANGEMENT CLIMATIQUE COMME UN PROBLÈME DE DIMENSION MONDIALE**. Une démarche qui nécessite des changements dans les comportements des consommateurs et la relance des transferts de technologies Nord-Sud.

**7. FAVORISER L'INNOVATION ET LE DÉPLOIEMENT TECHNOLOGIQUES** pour réconcilier la croissance des services énergétiques – pour un développement économique plus équitable – et la protection de l'environnement.

**8. RENFORCER ET RATIONALISER LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT** en évitant les redondances grâce à la coopération internationale et en faisant du secteur des transports une priorité.

**9. GAGNER ET CONSERVER LA CONFIANCE DE L'OPINION PUBLIQUE**, ce qui implique la transparence du secteur de l'énergie. L'information conditionne l'acceptabilité et empêche les gouvernements d'éluder les choix importants.

**10. MOBILISER LA JEUNESSE**, véritable relais d'opinion, pour qui le développement durable est un enjeu majeur et qui possède une bonne compréhension des problèmes associés.

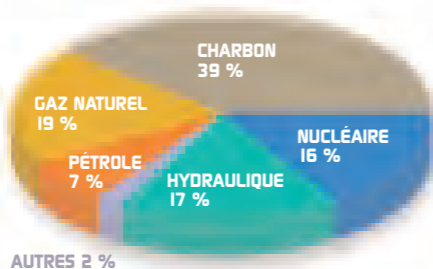


## QU'EST-CE QUE LE CONSEIL MONDIAL DE L'ÉNERGIE ?

Le Conseil Mondial de l'Énergie (CME) a vu le jour à Londres, en 1924, sous l'impulsion visionnaire d'un Écossais, Daniel Dunlop, alors que les entreprises du secteur de l'énergie étaient réunies pour aborder la reconstruction du réseau électrique européen après la première guerre mondiale. Quatre-vingts ans après, les comités du CME comptent quatre-vingt-dix-huit pays membres. Principale organisation multi-énergie, non gouvernementale et non commerciale, le CME intervient à la fois aux niveaux régional et mondial. Il conçoit et met en place des programmes qui traitent de l'accès à l'énergie et de sa fiabilité. Il joue également un rôle éducatif en aidant les jeunes à comprendre les différents types de systèmes énergétiques. En tant que groupe de réflexion, il fournit des analyses à long terme et des études de cas sur l'ensemble du secteur de l'énergie, de la production à

la consommation finale. Il étudie les performances et les meilleures pratiques des centrales électriques dans le monde entier. Le Congrès Mondial, organisé tous les trois ans par le CME, regroupe des délégués du monde entier, des représentants des gouvernements, des industriels, des membres des grandes institutions énergétiques internationales ainsi que des relais d'opinion, notamment les médias. ■

SOURCES DE PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ DANS LE MONDE EN 2003  
Source : AIEA Nucleonics Week

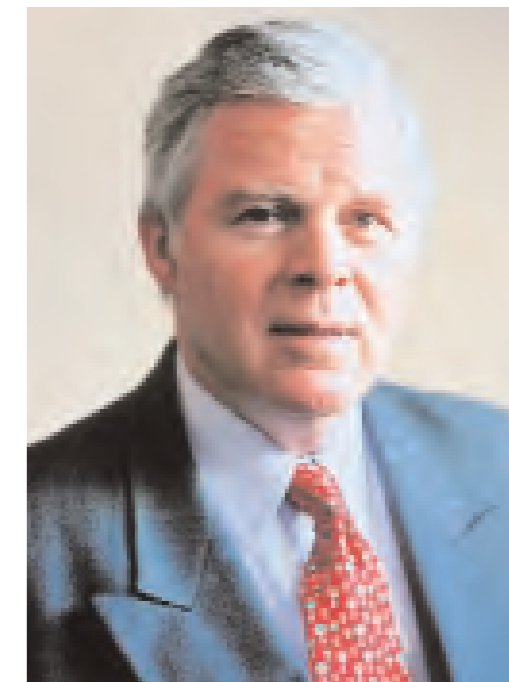


### Les grandes problématiques de l'énergie évoquées à Sydney

- La sécurité d'approvisionnement énergétique avec l'amenuisement annoncé des réserves de pétrole.
- Le changement climatique (effet de serre) et sa prise en compte par la communauté internationale dans le prolongement du protocole de Kyoto (1997).
- La réforme des marchés de l'énergie dans les pays industrialisés, parallèlement à une réflexion sur le financement et la rentabilité dans les pays en développement.

## 3 QUESTIONS À GÉRALD DOUCET

Après avoir dirigé durant quatre années la Société Canadienne du Gaz, Gérald Doucet est secrétaire général du Conseil Mondial de l'Énergie depuis 1998.



**« MAINTENIR OUVERTES TOUTES LES OPTIONS SANS DIABOLISER NI DÉFIER AUCUNE ÉNERGIE. »**

Quelles sont les tendances majeures du débat mondial sur l'énergie, telles que les a identifiées le Congrès de Sydney ?

« Sydney a témoigné d'une grande convergence sur la nécessité de maintenir ouvertes toutes les options, sans diaboliser ni défier aucune énergie que ce soit. Toutes sont utiles si nous voulons répondre aux exigences de fiabilité et de sécurité dans les pays industrialisés et fournir un minimum d'électricité abordable au tiers de la planète qui n'en possède pas. Mais au-delà de la position officielle du CME, nous pensons que gouvernements et industriels doivent augmenter de concert et de manière significative l'investissement global dans les infrastructures pour l'énergie, ainsi que les dépenses de recherche et développement pour sa production et son utilisation.

Nous nous intéressons à l'après-Kyoto, moins pour savoir si la Russie (ndlr : voir rubrique « Essentiel », p. 22), ou d'autres, ratifiera le protocole, qu'en raison des défis bien plus importants encore au niveau mondial qui concernent les différentes énergies, et qui s'imposent à nous au regard des énergies durables de demain. Par exemple, si le changement climatique est un sérieux problème, des réponses comme la capture et la séquestration du carbone sont à notre portée. Sans

oublier que le nucléaire, associé à une gestion réaliste des déchets, jouera un rôle important. Les gouvernements et l'industrie abordent aujourd'hui de manière beaucoup plus pragmatique les marchés de l'énergie et les aspects coûts, et nous souhaitons qu'ils soient rapidement plus efficaces pour résoudre les problèmes d'accessibilité et d'acceptabilité. »

Quel regard portez-vous sur la qualité des échanges et sur les intervenants ?

« Les débats ont été extrêmement productifs. Les tables rondes qui ont suivi sont allées beaucoup plus en profondeur et les échanges ont porté de manière très concrète sur les actions à entreprendre. Par ailleurs, pour la première fois dans l'histoire du CME, de gros consommateurs de pétrole, comme les secteurs de l'automobile et de l'aviation, étaient

présents autour de la table. Mais il y a encore beaucoup à faire... »

L'augmentation des besoins en Asie et dans d'autres régions du monde est-elle compatible avec les objectifs de développement durable ?

« L'accessibilité à l'énergie dans ces régions est directement liée à son acceptabilité. Il y a unanimité dans l'industrie pour estimer que nous sommes aujourd'hui en mesure de développer les technologies adéquates dans un contexte mondial qui nécessitera plusieurs types d'énergies. Les conférenciers chinois et indiens ont été particulièrement clairs sur ce point. Tous les participants ont contribué aux conclusions du Congrès et il y a eu véritablement unanimité, là aussi, pour s'entendre sur les actions concrètes qui constitueront la feuille de route du CME pour les trois années à venir. » ■